

La Belgique veut aider les Maliens à croire à la paix

COOPÉRATION Les Belges ont pris la tête de la mission européenne de formation

► Dans un pays en situation de post-conflit encore fragile, la Belgique s'active sur plusieurs fronts.

► De la formation de l'armée à l'aide à la décentralisation.

REPORTAGE

BAMAKO

DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE

Sur les grands boulevards du centre de Bamako, le trafic est intense. De belles femmes en boubous colorés foncent sur leurs petites motos. Sur les marchés, des tentes moustiquaires et des fauteuils en fils multicolores attendent le chaland. Plus loin, c'est un troupeau de moutons maigrichons qui patiente au soleil.

La vie semble avoir repris son cours, paisible, après les événements de 2012 : des rebelles touaregs s'étaient alliés à des groupes islamistes et avaient en quelques mois pris le contrôle de

tout le nord du pays, le soumettant à une implacable loi fondamentaliste, et s'approchant dangereusement de la capitale Bamako. L'armée française était intervenue en urgence début 2013,

avant de céder le flambeau à une force internationale, la Minusma (Mission de l'ONU au Mali).

« Nous venons de signer un nouvel accord de paix avec des groupes armés »

MODIBO KEÏTA, PREMIER MINISTRE MALIEN

Mais la situation reste complexe, surtout dans le nord, et des attentats endeuillent régulièrement le sud et notamment la capitale. Un an après la signature d'un accord de réconciliation important, les Maliens attendent toujours les « dividendes de la paix ».

Dans ses bureaux climatisés, le

Premier ministre se veut pourtant optimiste. « Nous venons de signer un nouvel accord avec des groupes armés qui n'avaient pas encore rejoint le processus de paix, nous allons enfin pouvoir accélérer la réconciliation, se ré-

jouit Modibo Keïta. Mais dans un pays immense (grand comme quarante et une fois la Belgique), les défis sont gigantesques. Pour faire avancer les choses, nous avons décidé d'associer les signataires de la paix à la gestion publique et de leur ouvrir le gouvernement. Il s'agit de montrer que l'Etat malien s'occupe du nord du pays. Mais ce n'est pas facile. Nous avons lancé des projets de

construction routière, de développement agricole, mais des forces opposées à la paix attaquent nos chantiers, tuent des professeurs. »

Les habitants du nord du pays sont en effet toujours confrontés à d'innombrables difficultés. Le gouvernement a lancé un processus de DDR (désarmement, démilitarisation, réinsertion), mais les groupes armés qui s'y sont engagés n'ont pas été payés depuis des mois.

« Pour nous, la situation sécuritaire s'est dégradée, nous avons eu plusieurs vols de voitures avec violence, des kidnappings avec simulacre d'exécutions, raconte

un acteur humanitaire actif dans le nord. Pour la population, c'est pire. Pendant quatre ans, il n'y a pas eu école. Elles ont officiellement rouvert à la rentrée dernière, mais il n'y a pratiquement pas de professeurs. Aucun fonctionnaire ne veut aller travailler dans le nord, dans le secteur de l'éducation ou de la santé. Et certains groupes armés n'ont pas été conviés au programme DDR qui garantit un emploi à l'issue du processus. On voit donc des combattants essayer de se rallier à des groupes armés parties au DDR, mais le déplacement massif d'hommes en armes ajoute à l'insécurité. Le nord est toujours une zone de non-droit qui permet aux terroristes de prospérer dans le trafic de drogue en faisant transiter de la cocaïne venant d'Amérique latine. Des groupes terroristes venus de l'étranger offrent en toute impunité une formation militaire à des jeunes qui se sentent perdus et sans avenir, et qui viennent ensuite commettre des attentats à Bamako ou ailleurs. » ■

VÉRONIQUE KIESEL

De Croo « Un besoin de sécurité et de développement »

Assise à l'ombre, Assanatou sourit en remplissant tranquillement son jerrican d'eau. Dans ce quartier Doumazana, en périphérie de Bamako, les femmes et les fillettes des familles devaient, il n'y a pas si longtemps, se lever en pleine nuit pour aller chercher de l'eau : c'était le seul moyen d'être sûr d'en avoir car, dans la journée, le réseau public fournissant l'unique borne-fontaine du quartier subissait régulièrement des coupures.

Mais grâce au travail de l'ONG Protos, financée notamment par la coopération belge, deux réservoirs d'une contenance totale de 7 m³ ont été installés. Ils se remplissent pendant la nuit de l'eau qui sera consommée pendant la journée. Et pour assainir ce quartier très populaire, des toilettes sur fosses à vidanger sont installées dans les maisons : fini les eaux usées versées sur les chemins avec leur cortège de risques sanitaires. Un projet basique mais essentiel qui change la vie d'une centaine de familles.

« C'est un beau projet », decode le ministre de la Coopération Alexander De Croo, venu sur place pour signer un nouvel accord de coopération à l'issue de la commission mixte. La Belgique, active au Mali en matière de coopération depuis

1990, vient en effet de s'engager pour un nouveau programme de coopération 2016-2019 pour un montant de 31 millions d'euros, contre 54 millions précédemment.

« Ce projet participe à résoudre l'expansion chaotique des villes en Afrique » ALEXANDER DE CROO

« Ce projet est géré par la communauté, les gens paient l'eau, ce n'est pas cher mais cela contribue à l'autonomie du système, poursuit Alexander De Croo. Dans le nouveau programme de coopération, ce projet sera multiplié. Il participe à résoudre l'expansion chaotique des villes en Afrique et permet aussi de créer un secteur privé qui rend service, dans ce cas-ci une petite so-

ciété de vidange des fosses. Dans les axes de la politique que je veux mener figure une concertation entre les ONG belges que nous soutenons et qui travaillent dans le même pays. »

« A Bruxelles, reprend le ministre, cela a fait grincer des dents, mais sur le terrain, cela passe bien. Lors d'une de ces réunions, Protos s'est ainsi rendu compte qu'elle pourrait travailler avec une école technique, le Centre Père Michel, qui a dé-

veloppé le programme Via Don Bosco. Ce programme, que nous finançons, veut améliorer la formation professionnelle des jeunes défavorisés et leur insertion sur le marché du travail. Pourquoi ces jeunes ne construiraient-ils pas les systèmes sanitaires prévus par Protos ? »

Car dans le contexte tendu qui est le sien, le Mali a plus que jamais besoin de ses partenaires étrangers. « Il est certain que la situation sécuritaire reste difficile au Mali, explique le ministre belge. Mais

la dernière chose à faire serait d'isoler ce pays. Ce qui est très frappant, c'est à quel point les besoins de sécurité et de développement sont mêlés. La Belgique s'est d'ailleurs impliquée dans la formation militaire et policière (lire ci-contre), car sans sécurité, il est très difficile de se développer.»

Pour se rapprocher des préoccupations de ses citoyens, regagner leur confiance et essayer ainsi de garantir la paix, le Mali s'est par ailleurs lancé dans un programme de décentralisation. Fort bien, sauf que, ici comme ailleurs, les moyens humains et financiers ne suivent pas toujours. La coopération belge a donc proposé son aide pour améliorer la gouvernance locale dans la région de Koulikoro, au sud de Bamako, où se concentrent globalement les projets belges.

« Nous avons commencé dans vingt communes, celles qui étaient le plus en difficulté, détaille Gaston Mananjara, de la Coopération technique belge au Mali. Un premier axe a été le développement de l'état civil. Il a fallu expliquer à la population pourquoi il est important de déclarer les enfants à la naissance, mais aussi les mariages et les décès. Mais si les parents vont désormais déclarer les naissances, la plupart ne viennent pas retirer l'acte de naissance. C'est compliqué en milieu rural, mais on progresse ! »

« Un autre volet, poursuit-il, concerne la collecte des impôts, indispensables pour que la municipalité ait les moyens de fonctionner. Ce n'est pas toujours très populaire, mais si la gestion est bonne et transparente, cela passe beaucoup mieux. Un tel projet nécessite beaucoup de forma-

tion et de communication vers le grand public, et une petite partie de technologie informatique pour connecter les mairies à l'état civil national. Et les maires qui en bénéficient sont très enthousiastes car leurs administrés apprécient ce qu'ils réalisent avec les impôts. » ■

V. K.

FORMATION MILITAIRE

La Belgique aux commandes

Dès ce lundi 4 juillet, c'est la Belgique qui a pris, à travers le général de brigade Eric

Harvent (photo), le commandement de la mission européenne de formation au Mali, l'EUTM (European

training mission). Cette mission de formation de militaires maliens avait été lancée, à la demande du Mali, fin 2013, après l'échec des forces armées maliennes à contrer les rebelles islamistes dans le nord.

« Depuis lors, huit bataillons ont déjà été formés, comptant de 600 à 800 hommes chacun, détaille le colonel belge Koen Verdoodt, qui a pris le 2 juin dernier le commandement du volet éducation et

formation de la mission. Il s'agissait de reconstituer une armée via des bataillons interarmes. Nous sommes maintenant passés à un autre stade de la formation en nous concentrant sur les officiers et les sous-officiers, pour améliorer leur capacité de commandement. Il ne faut pas leur imposer nos standards européens, mais s'adapter à leur culture et à l'équipement dont ils disposent, qui est souvent assez limité. C'est un exercice

complexe, mais les militaires maliens apprécient beaucoup nos formations. L'idée, c'est que l'armée malienne puisse reprendre le flambeau de la Minusma, la Mission de l'ONU au Mali. » La Belgique a donc actuellement 80 militaires au Mali dans le cadre de l'EUTM. Ils sont chargés de la protection du camp de formation de Koulikoro.

V.K.